

Compte Rendu Conseil Municipal

Séance du 26 juin 2017

Présents

Bruno Loustalet
Philippe Guillard
Guy Caplat
Jean-Michel Thuot
Valérie Berger
Suzanne Borrel-Jeantan
Marie-Paule Dupuy-Roudel
Sabine Basili
Audrey Duprat
Serge Manié
Christian Julian

Excusé

Pouvoirs

Yannick Semay
(Pouvoir à B. Loustalet)
Kamel Mohammadi
(Pouvoir à JM Thuot)
Josiane Brignone
(Pouvoir à P. Guillard)
Nicolas Zimerli
(Pouvoir à G. Caplat)

L'an deux mil dix-sept, le vingt-six juin à 20 heures 30, le Conseil municipal, régulièrement convoqué s'est réuni à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire,

Secrétaire de séance : Suzanne Borrel-Jeantan

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en début de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
Séance du Conseil Municipal
En Mairie de Thil
Le lundi 26 juin 2017 à 20 h 30
Enregistrement intégral sans pause »

1. Compte rendu de la précédente réunion :

L'Assemblée n'ayant pas de modifications à apporter, le Compte Rendu précédent est adopté.

2. INFORMATION

Mr le Maire informe l'Assemblée d'un courrier reçu de Mr le Préfet, relatif à la mise à jour du PLU. Il est demandé au Maire d'annexer au PLU via un Arrêté municipal :

1. L'Arrêté préfectoral du 14 novembre 2016 instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques,

2. L'arrêté préfectoral du 9 septembre 2016 portant révision du classement sonore des infrastructures routières et ferroviaires du département de l'Ain accompagné de ses annexes.

3. CHARTE ANTI-GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Mme Berger donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 17/04/01 : APPROBATION D'UNE CHARTE ANTI-GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Rapporteur : Valérie Berger

Madame le Rapporteur, expose au Conseil Municipal : que depuis juin 2013, la France dispose d'un pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire co-construit avec l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire. Le gouvernement y a fixé un objectif ambitieux : diviser par deux le gaspillage alimentaire dans notre pays d'ici 2025. La loi de transition énergétique pour une croissance verte stipule que « L'Etat et ses établissements publics ainsi que les collectivités territoriales mettent en place, avant le 1er septembre 2016, une démarche de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein des services de restauration collective dont ils assurent la gestion.

Elle informe que la CCMP depuis 2015 a enclenché auprès des cantines des établissements scolaires volontaires des actions de sensibilisation avec :

- en 2015/2016 l'objectif de faire prendre conscience du gaspillage par des actions de type pesées, photos et atelier d'expression avec les enfants
- en 2016/2017 la volonté de mettre en œuvre des actions correctives qui passent au préalable par l'adhésion à une charte commune et la création d'une mascotte.

Madame le Rapporteur présente le projet de charte qui se veut être commune à tous et qui a pour objectif de sensibiliser tous les acteurs. Cette charte et cette mascotte seront diffusées dans les cantines et auprès de l'ensemble des partenaires.

Elle ajoute que cette charte a été rédigée par les élus de toutes les communes, les responsables du temps méridiens et les parents d'élèves mobilisés au sein d'un groupe de travail. Les mascottes qui accompagnent cette charte ont été réalisées en partenariat avec les enfants des temps méridiens.

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,

Le Conseil municipal après en avoir délibéré :

- approuve la Charte telle que présentée.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

4. RESTAURANT SCOLAIRE

Mr Guillard donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 17/04/02 : REAMENAGEMENT DE L'ECOLE DE LA RIOTTE – REITERATION SUBVENTION
AUPRES DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Rapporteur : Philippe Guillard

Monsieur le Rapporteur expose au Conseil Municipal qu'il y a lieu de confirmer auprès du Département l'attribution d'une subvention en vue de procéder au réaménagement du restaurant scolaire et de procéder à la rénovation du skydôme de la salle de motricité attenante.

Ces opérations permettront de répondre à l'extension de l'accueil des enfants pendant le temps méridien et de prévenir les dommages sur le corps du bâtiment.

En prenant appui sur les conclusions de l'étude de faisabilité conduite en 2016 par un architecte DPLG notamment pour ce qui concerne les mises en conformité, les travaux, initialement projetés à hauteur de 31 500 €uros avec une subvention du département de 4 725€, ont été revus, après concertation avec le personnel communal et le personnel enseignant, de façon à répondre de façon pragmatique et à moindre frais à l'accroissement des effectifs pendant le temps méridien.

Le montant des travaux s'élèvera à 10 952 €uros HT pour une intervention en subvention du Département à hauteur de 1 882,80 €.

Le plan de financement définitif s'établit alors comme suit :

- Dépenses
 - 10 952,00 € HT
- Recettes
 - Fonds propres commune : 6.657,20 € HT
 - DETR : 2.412,00 € HT
 - Département : 1 882,80 € HT

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Rapporteur et en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- Autorise Mr le Maire à confirmer l'aide du Département de l'Ain au titre du « Plan d'action pour la ruralité 2017 »
- A procéder à tout acte le permettant

<i>Pour</i>	<i>15</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

Mme Basili demande ce qui justifie la diminution de 31.500 € à 10.952 €. Il lui est répondu que certains travaux n'ont pas été retenus pour l'instant.

5. ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Mr Thuot donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 17/04/03: ASSAINISSEMENT COLLECTIF : PRE-ETUDES TECHNIQUES DE RECHERCHE D'AMIANTE
ET HAP

Rapporteur : Jean-Michel THUOT

Mr le Rapporteur rappelle que dans le cadre des études d'ingénierie du réseau d'assainissement collectif, il y a lieu d'engager la commande publique en vue de la notification de marchés relatifs à :

1° la sélection d'une société spécialisée dans le diagnostic amiante et recherche de présence d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) dans les enrobés des voiries,

2° une mission de coordination de la sécurité et de la protection de la santé (CSPS) pour l'opération de création du réseau d'assainissement sur la commune de Thil et le raccordement à la STEP des Iles.

Ces marchés feront l'objet d'une procédure de consultation commune avec la CCMP et la répartition des comptes sera proratisée selon les parts de prestations imputables à chacune des deux collectivités.

Le Conseil,

Après en avoir délibéré,

. **DECIDE** la réalisation des études de diagnostic amiante et recherche HAP et de mission de coordination de la sécurité et de protection de la santé pour l'opération de création du réseau d'assainissement collectif et de son raccordement à la STEP des Iles ;

. **AUTORISE** Mr le Maire à procéder à tout acte d'exécution de la présente délibération et notamment toute opération de négociation, de notification des marchés avec les entreprises ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse et de règlement des comptes au prorata des prestations effectuées pour le compte de la commune.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr Guillard demande sur quel montant s'engage la commune. Il lui est répondu que les recherches font l'objet d'un prix forfaitaire.

Mme Dupuy-Roudel donne lecture du projet de délibération.

DELIBERATION 17/04/04 : ASSAINISSEMENT COLLECTIF – AUTORISATION DONNEE AU MAIRE D'ENGAGER LES DEMARCHES RELATIVES A LA SOUSCRIPTION DES EMPRUNTS

Rapporteur : Marie-Paule Dupuy-Roudel

Madame le Rapporteur rappelle l'information faite en Commission Finances le 29 mai 2017 et en Commission Générale le 08 juin 2017 quant à la mobilisation d'emprunts pour financer les travaux du réseau d'assainissement collectif.

Le montant estimatif total des emprunts pour les deux premières tranches de travaux et le raccordement à la STEP des Iles est estimé à 1 300 000 €.

Ces emprunts viendront compléter les interventions en subvention de l'Agence de l'Eau et du Conseil Départemental.

Après avoir rappelé que la Commune est adhérente de l'Agence France Locale, Madame le Rapporteur rend compte au Conseil de ses démarches vis à vis de l'Agence France Locale.

Toutefois, afin de s'assurer des meilleures conditions d'emprunts, Madame le Rapporteur propose de solliciter au moins deux autres organismes financiers.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de Madame le Rapporteur et après en avoir délibéré :

DECIDE :

- d'engager toute démarche auprès d'organismes financiers en vue d'organiser leur mise en concurrence pour mettre au regard et / ou compléter l'intervention de l'Agence France Locale pour la souscription des emprunts nécessaires au financement des travaux relatifs aux réseaux de collecte des Eaux Usées et des Eaux Pluviales et le raccordement à la STEP des Iles pour un montant total ;

- de charger Monsieur le Maire de procéder à toutes opérations afférentes ;
- de charger Monsieur le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

6. FINANCES

Mme Dupuy-Roudel donne lecture des projets de Décisions Modificatives.

DM N° 1 – BUDGET PRINCIPAL : VIREMENT DE CREDITS

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6188 : Autres frais divers	17 532.00 €	
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	17 532.00 €	
D 023 : Virement section investissement		17 532.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la sec^e d'investis.		17 532.00 €
D 2041582-119 : Eclairage Public		1 601.00 €
TOTAL D 204 : Subventions d'équipement versées		1 601.00 €
D 21312-90 : Groupe Scolaire		9 196.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles		9 196.00 €
D 2313-90 : Groupe Scolaire		6 735.00 €
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours		6 735.00 €
R 021 : Virement de la section de fonct		17 532.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.		17 532.00 €

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

DM N° 1 – BUDGET ASSAINISSEMENT : AUGMENTATION DE CREDITS

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6061 : Fourn. non stockables (eau, éné.)		1 150.00 €
D 61523 : Réseaux		377.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général		1 527.00 €
R 7011 : Eau		1 527.00 €
TOTAL R 70 : Ventes prod fab, prest serv, mar		1 527.00 €

<i>Pour</i>	15
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

Mr le Maire donne lecture du message suivant (qui sera repris en fin de chaque séance ou réunion enregistrée) :

« Mairie de THIL,
 Fin de la séance du Conseil Municipal
 En Mairie de Thil
 Le lundi 26 juin 2017 à 21 h 10
 Stopper l'enregistrement»